STOP TTIP & CETA!

08
OCTOBRE 2016

MANIFESTATION

Départ 10:00 Place de la Gare, Luxembourg-Ville
Cortège avec arrivée et discours 11:30 Place Clairefontaine

FIR E GERECHTE WELTHANDEL:
TTIP A CETA STOPPEN!
GRAD ELO!

PLUS QUE JAMAIS:
NON A TTIP ET CETA!

OUI A UN COMMERCE MONDIAL EQUITABLE!

Plateforme Stop TTIP: Action Solidarité Tiers Monde, Akut asbl, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg - Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de développement, CGFP, Fairtrade Lëtzebuerg a.s.b.l, FGFC, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, Initiativ Liewensufank, LCGB, Lëtzebuerger Landjugend a Jongbaueren a.s.b.l., Mouvement écologique, natur&ëmwelt a.s.b.l., OGBL, Stop Tafta Luxembourg, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs.

Pourquoi cette action de protestation s'impose-t-elle maintenant?

TTIP et CETA sont plus que jamais contestés. Il s'agit d'une victoire de la société civile à laquelle a contribué l'action de protestation qui a rassemblé à Luxembourg quelque 2000 manifestants en octobre 2015.

Néanmoins, tout reste possible quant au devenir du TTIP et de CETA. Y aura-t-il, dans les coulisses, une tentative d'imposer en dernière minute ces accords de libre-échange contre la volonté d'une importante partie de la population?

Voici précisément pourquoi il est extrêmement important que les citoyen(ne)s, en nombre, posent à nouveau un signe fort contre ces accords.

Au lieu de CETA et du TTIP, nous avons besoin d'un commerce mondial plus équitable, d'une Europe plus démocratique et plus sociale, qui respecte les droits des consommateurs et les normes en vigueur en matière de protection de l'environnement!

Venez à la manifestation de protestation en cette phase décisive!

Chaque présence compte! Motivez également vos amis et tous ceux que vous connaissez!

Les premières fissures apparaissent, mais le TTIP reste malgré tout à l'ordre du jour. A nous tous de l'en écarter une bonne fois pour toutes!

Des membres de gouvernements se disent désormais également opposés, du moins sceptiques, à l'égard du TTIP. Une véritable décision n'a toutefois pas encore été prise. Et personne ne sait comment cela va se poursuivre après les élections qui auront lieu aux Etats-Unis ou dans d'autres pays européens (comme en France ou en Allemagne).

C'est pourquoi le gouvernement luxembourgeois doit jouer cartes sur table et s'engager, dans le cadre du mandat en cours, pour l'abandon des négociations relatives au TTIP !

Empêcher l'entrée en vigueur de CETA à l'automne 2016!

Alors que le TTIP vacille, de nombreux gouvernements défendent toujours CETA, qui est l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. CETA devrait être adopté à l'automne de cette année ... et entrer en vigueur!

Nous devons l'empêcher! Car adopter CETA ne signifie rien d'autre que faire entrer le TTIP par la porte de derrière. Admettons que CETA entre en vigueur, et non le TTIP, les multinationales américaines alors délocaliseraient leur siège au Canada et obtiendraient ainsi tous les droits qui leur auraient été refusés par l'arrêt du TTIP.

Par ailleurs, alors que la société civile, par son engagement, a réussi à imposer que les parlements nationaux aient à s'exprimer sur CETA, il serait inacceptable que CETA entre en vigueur avant les votes des parlements. Les votes des parlements – et donc celui de notre Chambre des députés également – seraient réduits à une farce.

CETA et TTIP = deux faces d'une même médaille!

CETA et TTIP: les critiques de fond sont absolument identiques! Quiconque est sceptique vis-à-vis du TTIP doit aussi remettre en question CETA!

TTIP et CETA

1. ... remettent en question l'ensemble de nos valeurs démocratiques!

Le texte de l'accord CETA prévoit expressément que les dispositions de CETA peuvent être modifiées à tout moment, sans l'accord des gouvernements, du Parlement européen ou d'un des parlements nationaux! Ces modifications peuvent être faites par un comité non désigné, qui n'a de compte à rendre à personne et dont les membres n'ont pas été élus! Un « chèque en blanc » qui permet d'anéantir, à huis clos, des acquis précieux dans tous les domaines, sans la moindre chance de pouvoir intervenir. Voilà une profonde remise en question de l'ensemble des valeurs qui constituent notre système démocratique!

2. ... mettent les parlements nationaux sous tutelle!

Ces derniers se voient dépourvus de leurs compétences clés, et même de leur responsabilités: à l'avenir, chaque pays européen qui voudra voter de nouvelles lois sera contraint de trouver préalablement un arrangement avec l'UE et les Etats-Unis, voire le Canada. La souveraineté des parlements nationaux est ainsi remise en question et les progrès sociaux seront de plus en plus rares si les 28 pays et le Canada, voire les Etats-Unis doivent trouver un accord unanime au préalable.

3. ... placent les intérêts des multinationales avant l'intérêt général!

Grâce à la « protection des investisseurs », les multinationales pourront porter des Etats en justice pour « perte de profits non réalisés »! Dès qu'un pays voudra renforcer ses lois ou mettre en place des normes sociales élevées dans l'intérêt général, il risquera d'être victime d'une action en dommage et intérêts et de devoir payer des amendes dont les montants pourront facilement atteindre des millions, sinon des milliards d'euros. Les normes en matière de santé et d'environnement ainsi que les lois sociales risquent de devenir des entraves commerciales, ce qui interdira aux gouvernements de faire passer des lois visant à construire l'avenir. La notion de « profits non réalisés » e.a. est interprétée de manière particulièrement favorable aux entreprises. Même des « profits espérés » dans des domaines où l'opinion publique est clairement opposée, comme le fracking ou le nucléaire, peuvent faire l'objet d'une action en dommage et intérêts.

4.... confèrent plus de droits aux entreprises étrangères qu'aux entreprises nationales ou aux citoyen(ne)s!

Les entreprises canadiennes pourront porter plainte contre les Etats européens devant des juridictions spéciales. Ce droit est nié aux entreprises nationales. Pourquoi ce traitement de faveur unilatéral? Les citoyen(en)s ne bénéficient pas non plus du droit de faire appel à des juridictions spéciales.

5. ... anéantissent nos structures juridiques!

Les plaintes des entreprises contre les Etats ne seront pas jugées par des cours habituellement compétentes, mais devant des juridictions spéciales. Une justice parallèle se crée qui n'est au service que des multinationales! La nomination des juges est, elle-aussi, plus contestée que jamais, un fait qui est confirmé par l'Association des Magistrats de l'UE. Ces juridictions sont dotées de pouvoirs qui vont très loin: en effet, leurs verdicts, leurs interprétations des lois ont force de loi et tous les pays sont contraints de s'y conformer! Ce qui revient à dire que les juridictions spéciales aux magistrats contestés primeront de facto sur les juridictions et sur les gouvernements nationaux! L'Etat de droit sera vidé de toute sa substance!

6. ... affaiblissent les normes sociales et remettent en question des acquis sociaux!

Grâce à nos antécédents historiques, les acquis sociaux sont bien plus développés en Europe qu'ailleurs. A ce jour, les Etats-Unis refusent d'adhérer à bon nombre de Conventions internationales du secteur social. CETA contient des dispositions générales sur la protection sociale, or, ces dernières n'ont qu'un caractère contraignant limité. Par contre, les droits des multinationales sont ancrés de manière très claire et précise dans CETA. Les normes sociales, les droits de participation des salarié(e)s risquent ainsi de disparaître progressivement, une « politique du saucissonnage » qui ne nous est pas étrangère et qui risquera d'anéantir toute chance d'amélioration.

7. ... menacent la protection de la santé, de l'environnement et des consommateurs

CETA ignore complètement le principe de précaution (c.-à-d. le principe qui permet de prévenir d'emblée tout risque de nocivité), qui constitue pourtant la base de la politique écologique européenne. Des produits potentiellement nocifs peuvent être autorisés par le biais d'une reconnaissance réciproque des normes. Il appartiendra au consommateur d'apporter postérieurement la preuve qu'il a été lésé. L'interdiction de pesticides et de substances dangereuses, une agriculture durable (surtout biologique), l'amélioration des normes en matière de santé … tous ces acquis sont remis en question.

8. ... visent la privatisation des services publics

Les contraintes sociales et écologiques lors d'appels d'offres seront inhibées, les communes devront se justifier davantage si elles ne lancent pas d'appels d'offres pour certains services (transport public, eau, etc.) …

9.... menacent la qualité de nos produits alimentaires et par conséquent notre santé

Le Canada, aussi bien que les Etats-Unis, ont d'autres normes en matière de produits alimentaires. Les mots « génie génétique », « pesticides », « viande aux hormones » ... nous viennent inévitablement à l'esprit. Ils représentent non seulement un problème pour notre santé, mais également pour l'avenir de nos agriculteurs et notre agriculture. L'avenir des agriculteurs européens est en jeu, car ils ne sont pas en mesure de concurrencer les structures industrielles de l'agriculture canadienne et de l'agriculture américaine.

10... n'ont pas de réels avantages économiques, bien au contraire!

Les défenseurs de CETA ne publient plus de chiffres concrets sur les prétendus avantages économiques en termes de croissance et d'emplois réels apportés par CETA et TTIP. Une croissance de l'ordre de 0,01 ou 0,08% serait envisagée. Des chiffres tout à fait ridicules! Il faudra s'attendre à une pression concurrentielle grandissante, une dérégulation, un affaiblissement des relations commerciales entre les pays européens, un transfert d'emplois et un renforcement des multinationales au détriment de la classe moyenne et de l'économie régionale!

11. ... s'avèrent plutôt douteux si on les considère sous l'angle géopolitique

… car de nouveaux fossés avec la Russie, la Chine et le marché asiatique se creuseront ... et les accords sont indéniablement conclus aussi aux dépens des pays dits du tiers monde.

CETA et TTIP auraient ainsi une incidence dans tous les domaines de notre vie. Des valeurs et des normes bien ancrées, conquises et ayant porté leurs fruits au fil de décennies, seraient anéanties d'une manière qui est diamétralement opposée à l'esprit démocratique.

Par conséquent: NON A CETA! NON A TTIP!

TAFTA+CETA
PROTECTION DES CONSOMMATEURS
STOP CETA
STOP TTIP
TTIP + CETA
UMWELTSCHUTZ
Nee zum Fräih
PROTECT CONSOM

TTIP + CETA
TAFTA+CETA

LES REVENDICATIONS DE LA PLATEFORME STOP-TTIP

„Stop TTIP“ défend et soutient bel et bien les améliorations à apporter aux relations commerciales avec les Etats-Unis et le Canada, à condition qu’elles soient judicieuses (p.ex. concertations en matière de normes techniques). Mais: CETA et TTIP ne sont pas des accords de libre échange „normaux“, ce sont des accords de dérégulation! Et CETA et TTIP ne posent nullement les bonnes bases pour des accords à négocier dans le futur, comme certains veulent le faire croire. Tout au contraire!

La plateforme luxembourgeoise STOP TTIP invite les partis politiques luxembourgeois, la Chambre des députés ainsi que le gouvernement à:

- s’engager, lors de ce mandat, pour un abandon des négociations menées dans le cadre de TTIP;
- se prononcer contre CETA de manière conséquente lors des réunions décisives à l’automne;
- s’opposer fermement à une application provisoire de CETA
- s’engager pour un commerce mondial équitable et solidaire, dans l’intérêt des citoyen(ne)s d’Europe, du Canada et des Etats-Unis ... mais aussi des pays dits en voie de développement.

Die Mitglieder der Stopp-TTIP-Plattform

astm
ACTION SOLIDARITÉ TIERS MONDE

AKUT

ALEBA

Bio-Lëtzebuerg

caritas
LUXEMBOURG

Cercle de Coopération
des ONG de développement

CGFP

FAIRTRADE
LËTZEBUERG

FGFC
Gewerkschaft vum Gemengepersonal

FNCTTFEL
Landesverband

GREENPEACE
LUXEMBOURG

INITIATIV LIEWENSUFANK
DÉBUT DE LA VIE - BEGINNING OF LIFE

LCGB

mouvement
écologique

natur&umwelt a.s.b.l.

OGB·L

Stop
TAFTA
Luxembourg

SYPROLUX

ULC